

**RAPPORT D'ACTIVITES 2015**

**ASBL**

**FRERES DES HOMMES**

**(version résumée)**

Avenue Lacomblé 69/71

1030 Bruxelles

Tél. (32) 02/512.97.94

Fax (32) 02/511.47.61

E-mail : fdhbel@skynet.be

**www.freresdeshommes.org**

# Amérique latine et Afrique

**Visites de nos partenaires Amérique latine et Afrique, en 2015**

En octobre, nous avons accueilli une représentante d’AOPEB, Bolivie, qui a travaillé avec le partenaire MAP (agriculture écologique) et avec le centre de formation « Agissons ensemble dans la promotion de l’agriculture écologique et les systèmes participatifs de garantie (Plus d’informations, voir partie éducation au développement/éducation permanente).

Nous avons également profité de la visite d’APEF, invitée par Frères des Hommes France, pour faire le point sur la situation d’APEF dans le difficile contexte du Sud-Kivu.

**Objectifs et priorités pour le programme 2015- 2016**

Le programme de transition[[1]](#footnote-1) de deux ans (2015-2016) a été approuvé par la DGD et a démarré en début de l’année. Pour l’Amérique latine, il s’agit des actions en Bolivie et Guatemala, coordonnées par les partenaires actuels (AOPEB et CIOEC, pour la Bolivie, et CUC et Serjus, pour le Guatemala). Le thème est la souveraineté alimentaire à construire à partir de la promotion de l’agroécologie et du renforcement des luttes populaires rurales et/ou communautaires pour la préservation des ressources naturelles. Ce thème est travaillé à partir de la notion –d’inspiration indigène- du Vivre-Bien[[2]](#footnote-2) (Vivir-Bien) qui est née en Amérique latine. Axes transversaux : genre et participation citoyenne. Les synergies construites pour ce programme le sont essentiellement avec Miel Maya Honing. Afin de pouvoir continuer à travailler avec l’Afrique (orientation donnée par le CA et l’AG en 2015), en 2015 nous avons présenté quelques actions à d’autres bailleurs de fonds que la DGD : Loterie nationale et commune d’Ottignies pour APEF (République démocratique du Congo), WBI pour le Rwanda. En 2016 nous comptons poursuivre cette démarche. C’est ainsi que nous présenterons à la WBI, une action au Sénégal en concertation avec FDH France.

Principaux partenaires Sud présentés dans **ce rapport :**

**BOLIVIE :**

***AOPEB***: Organisation de producteurs écologiques de Bolivie. Le but est de promouvoir et défendre la production et la commercialisation de produits agricoles écologiques sur tout le territoire bolivien. AOPEB est née en 1993. Elle représente aujourd’hui 32.000 producteurs regroupés en 60 organisations affiliées dont 41 sont des associations de petits producteurs écologiques (coopératives, syndicats de producteurs, associations de fait), 10 sont de petites entreprises et 9 sont des ONG. Nous connaissons cette organisation depuis plusieurs années, mais nous l’avons visitée seulement en 2007. L’importance qu’elle a prise dans le paysage national, ainsi que l’importance que le sujet « environnement » a pour nous, nous poussent également à poursuivre ce partenariat.

***CIOEC*** est la coordination d’organisations économiques paysannes de Bolivie. Elle occupe un espace important de représentation des organisations paysannes face au gouvernement bolivien et à la société civile. FdH Belgique a soutenu cette coordination depuis sa création, en concertation avec d’autres ONG belges. A l’heure actuelle, plus de 200 organisations économiques paysannes sont membres du CIOEC, ou en cours de l’être. Cela représente 37.000 familles paysannes.

***CIOEC-Cochabamba***: est la branche départementale de la CIOEC nationale. Créée en 2003, la CIOEC Cbba est une organisation paysanne sans but lucratif. Ses activités touchent à l’assistance technique, la formation et le renforcement de l’organisation, des activités commerciales, entre autres. Et elles ont toutes une perspective « genre ». Elles concernent la création d’opportunités relatives à la production, à la valeur ajoutée et au commerce associatif développé dans les OECA. Ses activités consistent également à créer, au niveau municipal et gouvernemental, des opportunités de marchés et de politiques publiques dans le cadre de la sécurité et de la souveraineté alimentaire afin d’améliorer les conditions de vie des 1500 familles regroupées en associations dans 14 OECA.

***Réseau TUSOCO*** : En 2005, quelques organisations paysannes qui cherchaient à mettre sur pied une nouvelle forme de tourisme en Bolivie, ont créé le Réseau « TUSOCO », réseau de tourisme social et communautaire ayant comme idéal, « *l’autogestion et le développement durable construit à partir des capacités de notre peuple bolivien, et en harmonie avec nos identités et avec la Terre Mère* ». 22 organisations paysannes font partie de TUSOCO, représentant environ 3.000 familles. Pour TUSOCO, le tourisme est évidemment une opportunité de développement des communautés, mais s’il est mal compris, il devient très destructeur. Il est bien connu qu’il peut générer une détérioration du patrimoine culturel et historique, surtout quand ces visites sont aussi accompagnées par des pillages gravesdans des sites archéologiques et historiques. Il peut également endommager le patrimoine naturel et même, créer des prédispositions négatives envers les étrangers. Pour le réseau, « *la communauté (paysanne ou indigène) est comprise comme la symbiose du territoire avec un ensemble de personnes qui sont en relation autour d’une activité économique et productive et qui partagent une culture et un patrimoine naturel. Alors, la mise en œuvre d’un tourisme de base communautaire est l’initiative volontaire des membres d’une communauté qui décident de participer activement aux activités liées au tourisme, de partager d’une manière authentique leur patrimoine historique, culturel et naturel avec les visiteurs. Il se développe dans le cadre d’une organisation communautaire, de manière solidaire et avec distribution équitable des bénéfices, sous la modalité de l’autogestion et de l’utilisation durable des ressources et en faisant la promotion du développement économique local.*» On signale une série de principes liés au tourisme solidaire et communautaire, qui le rapprochent de l’économie sociale, telle qu’on la connaît en Belgique.

**GUATEMALA**

***SERJUS (Services Juridiques et Sociaux***), ONG de développement qui donne des formations aux organisations de base pour l’élaboration de projets et la gestion du développement local. Elle travaille avec CDRO et ADESMA. FdH Europe soutient son action depuis 1997. C’est une ONG de référence au Guatemala.

***CUC (Comité d’Unité Paysanne***) : mouvement paysan très important au Guatemala (environ 30.000 personnes y adhèrent). Ce mouvement appartient à Via Campesina et, grâce à FdH, il a établi un lien très étroit avec le MST du Brésil. FdH Europe (y compris FdH Belgique) a soutenu ce mouvement depuis les années 80 (au moment de la répression la plus dure au Guatemala). Depuis quelques années, seule FdH Belgique continue à soutenir ce partenaire ; le mouvement considère FdH Belgique comme un de ses partenaires Nord les plus importants.

**République Démocratique du Congo**

***APEF (Association pour la Promotion de l’Entreprenariat Féminin)***

Depuis 1996, elle appuie les femmes à faibles revenus qui travaillent dans le secteur informel de la ville de Bukavu et dans la zone rurale aux alentours de la ville, avec l’objectif d’augmenter leurs moyens d’existence et d’améliorer leur position économique et sociale.

* Statut juridique : ONG d’appui, ASBL.
* Zone d’intervention : Les femmes et les ménages à faibles revenus de la ville de Bukavu et des territoires de Kabare, Kalehe, Walungu, Fizi et Uvira dans la province du Sud-Kivu.
* Domaines d’activités : Micro-crédits, création de micro-entreprises, accompagnement de l’organisation des femmes en associations, formations/ sensibilisation et appui-conseil en gestion, droits des femmes/ genre, citoyenneté, etc.

L’objectif général est d’améliorer la situation économique et sociale des femmes et des ménages à faibles revenus. Il vise à long terme à renforcer ces femmes et ces ménages en tant qu’acteurs économiques et acteurs sociaux en capacité de gérer des micro-entreprises et/ou des exploitations agricoles familiales durables dont les revenus satisfont leurs besoins et ceux de leurs familles. Et ce, tout en contribuant au développement de la société congolaise, à la fois sur le plan économique et sur le plan social via l’effet induit par le développement économique sur les capacités des populations dans d’autres domaines (citoyenneté et démocratie, promotion de l’égalité hommes/ femmes, etc.).

Le partenariat avec FdH Belgique a démarré depuis le début de l’association dans les années 90. L’APEF a également contribué à plusieurs activités d’éducation au développement en Belgique et pour FdH Europe en général. Elle a participé à des échanges formatifs Sud-Sud avec ETAPAS (Brésil) ainsi qu’INTERMONDE et Guelakh (Sénégal).

**RWANDA**

***ADENYA : L’Association pour le Développement de*** Nyabimata fut fondée en 1982, notamment avec l’appui de Frères des Hommes (Belgique et France). Elle intervient, comme son nom l’indique, dans la zone autour du village de Nyabimata, dans le district de Nyaruguru, une de régions les plus pauvres et les plus enclavées du Rwanda. Elle est habitée par des paysans qui survivent grâce à une agriculture de subsistance sur de petites surfaces (moins d’1 hectare par famille en moyenne) et avec très peu de moyens en termes d’accès aux semences ou aux engrais. Adenya a pour but d’améliorer la vie de ces paysans en augmentant et en diversifiant la production agricole à travers des pratiques agro-écologiques, et en développant la technique des terrasses progressives sur les collines. Le moyen : le travail collectif entre paysans et la transmission de leur expérience et savoir-faire. L’association compte une dizaine de salariés.

Adenya a été partenaire de FdH Belgique dans les années 80. Le partenariat s’est poursuivi avec FdH France, après le conflit interne qu’a connu le pays. Le soutien de FdH Belgique se fait aussi en collaboration avec FdH France.

**SENEGAL**

***L’UNION des Groupements Paysans de Mékhé (UGPM***) est implantée dans la région de Thies, dans le département de Tivaouane. Elle intervient dans les communes de Koul, Meckhé, Merina Dakhar, Meounae dans la région de Thies et Ndande dans le département de Kebemer dans la région de Louga. Elle est née en 1985 en réponse à l’évolution du contexte qui rendait de plus en plus rude la vie en milieu rural. L’UGPM comprend 76 groupements qui comptent aujourd’hui plus de 5 000 membres dont 61% de femmes. L’UGPM est constituée de groupements villageois qui souhaitent unir leurs efforts afin de trouver des solutions à leurs problèmes.

Ce partenaire est un partenaire historique de FdH France. Pour FdH Belgique il s’agit de démarrer une action avec cette organisation en synergie et collaboration avec FdH France.

# Principaux résultats pour 2015

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pays et partenaire** | **Titre de l’action** | **Principaux résultats obtenus en 2015** | **Commentaires, cofinanceurs** |
| Bolivie/ AOPEB  (1ère année du programme 2015 – 2016) | Former et agir pour *Vivre-bien* :  Contribution à la sécurité alimentaire avec souveraineté, par le biais de l’agroécologie | ***Objectif****: dans les municipalités de Padcaya, Batallas, Caranavi, Palos Blancos et San Buena Ventura, 1.139 familles (5.292 personnes) de producteurs appartenant à 10 organisations de producteurs et 200 apiculteurs disposent de meilleures conditions pour vivre de leur activité agroécologique. (AOPEB).*  ***Principaux résultats obtenus en 2015***  OPE des 5 municipalités ont présenté un plan stratégique de *production écologique* aux administrations communales.  8 OPE, dont 2 de production apicole écologique, ont déjà développé des nouvelles démarches administratives et comptables.  748 familles se trouvant dans la phase de transition à la production écologique se sont intégrées cette année à l’action.  - Achocalla : 161 familles écologiques, dont 110 en transition.  - Caranavi : 203 familles écologiques ; dont 159 en transition.  - San Pedro Buenavista : 157 familles écologiques, dont 152 en transition  - Llallagua : 98 familles en transition  - Padcaya : 200 familles écologiques, dont 103 en transition  - El Ceibo : 1414 familles écologiques, dont 124 en transition.  - 9 OPE ont augmenté la quantité de familles participant dans les SPG (Batallas, Padcaya, Caranavi) . Trois nouvelles OPE : Unabeni, Apa et y Aepacom ont SPG. | Programme 2015/2016 DGD  Budget total sur deux ans : 199.340 euros, dont 159.472 de la DGD. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pays et partenaire** | **Titre de l’action** | **Principaux résultats obtenus en 2015** | **Commentaires, cofinanceurs** |
| Bolivie/ CIOEC  (1ère année du programme 2015 – 2016) | Former et agir pour *Vivre-bien* : Renforcement des organisations économiques paysannes par la formation et par l’appui direct à des actions en plaidoyer et économiques | ***Objectif****: des OECA de 425 leaders (75 de l’école et 350 d’ateliers de formation), et dont les capacités ont été renforcées développent leurs activités productives et commerciales et améliorent les conditions sociales et matérielles de vie des familles de producteurs membres (CIOEC).Nombre de bénéficiaires de l’action :* 2.930 paysans et paysannes membres des OECA  ***Principaux résultats obtenus en 2015*** : 6 OECAS d’Achocalla, Viacha, Sorata, Poroma, Tacobamba et Porvenir sont membres des Conseils Municipaux.  **Genre**: CIOEC utilise un instrument créé spécialement (G²) pour mesurer et **encourager la participation des femmes et des jeunes** dans les OECA.  10 OECA ont eu accès à des programmes de l’État (amélioration de leurs revenus et assistance technique).  4 OECA ont amélioré leur stratégie de commercialisation. Elles ont augmenté leurs ventes dans différents marchés.  2 plans de développement des OECA ont été élaborés, sélectionnés et mis en place en 2015. Il s’agit des OECA APROMAJI, Sauces (Chuquisaca) et d’AIPROPLAMM (Chuquisaca). | Programme 2015/2016 DGD  Budget total sur deux ans : 192.660 euros, dont 154.128 euros de la DGD. |
| Guatemala/ CUC  (1ère année du programme 2015 – 2016) | Former et agir pour *Vivre-bien* : Sécurité alimentaire avec souveraineté dans des communautés du CUC | ***Objectif de l’action*** : *Les conditions sociales et matérielles de vie des familles de producteurs de 11 communautés indigènes du CUC sont améliorées. Bénéficiaires: 985 familles des paysans proches du CUC, de 11 communautés (de 5 départements) participant au programme. Elles appartiennent aux populations mayas de K´icheQ´eqchi, Mam et Kaqchikel.*  ***Principaux résultats obtenus*** *en 2015*:  Une communauté (Párramos) a eu accès à l’eau potable et à l’énergie électrique (panneaux solaires).  158 paysans (30% femmes) pratiquent l’agroécologie dans le terrain de l’école du CUC.  59 producteurs (37% femmes) de cacao ont démarré des techniques agroécologiques pour la production et transformation du cacao. | Programme 2015/2016 DGD  Budget total sur deux ans : 204.034,00 euros, dont 163.227 euros de la DGD. |
| Guatemala/ SERJUS  (1ère année du programme 2015 – 2016) | Former et agir pour *Vivre-bien* :  Éducation populaire, défense du territoire et souveraineté alimentaire | ***Objectif de l’action*** : *Les capacités politiques, pédagogiques, techniques, stratégiques et de communication des leaders d’organisations de base sont renforcées pour augmenter leur influence et améliorer la vie politique, sociale et économique. Bénéficiaires: 410 représentants des organisations communautaires de base. Indirects : environ 2.000 membres des communautés de l’expérience pédagogique.*  ***Principaux résultats obtenus en 2015*** :  Les festivals « semences de la pensée » ont été réalisés dans 3 terrains disponibles, à Quetzaltenango et en Alta Verapaz  Une mobilisation a été organisée pour la défense du territoire à La Puya.  Une proclamation publique face au Palais de Justice de Quetzaltenango a eu lieu en solidarité avec les prisonniers politiques. Environ 400 personnes se sont mobilisées  4 transmissions revendicatives dans les radios communautaires.  297 participants dont 178 ***(60%) sont des femmes leaders*** qui prennent en charge les mobilisations dans 123 organisations communautaires  6 groupes (environ 30 familles actives) en production biologique dans des potagers urbains, principalement pour la consommation familiale. | Programme 2015/2016 DGD  Budget total sur deux ans : 178.410 euros, dont 142.728 de la DGD. |

L’action ***UGMP, Sénégal*** sera présentée en 2016 mais, en cas d’approbation, elle démarrera seulement en 2017. L’essentiel de l’action est le renforcement des capacités du partenaire et la formation de son public cible, en participation citoyenne et agroécologie

Éducation au développement et éducation permanente

**1. Animations de sensibilisation et mobilisation avec les groupes d’apprenants**

a.Le CPAS d’Evere (10 apprenants)

b. La Maison de Quartier d’Helmet (10 apprenants)

c. Le Centre culturel de Schaerbeek (10 apprenants)

d. L’asbl « Agissons ensemble » (15 apprenants)

* Thèmes abordés : le droit à l’alimentation pour tous, l’agriculture paysanne/familiale, une consommation responsable (locale et de saison, écologique), les habitudes alimentaires, l’impact de l’alimentation sur l’environnement, …
* Activités en lien avec les thèmes : visite du potager sur le toit de la KBR, visite d’un compost de quartier, organisation et confection d’un repas « local et de saison », visionnage du documentaire « Patience, patience, t’iras au Paradis », plusieurs visite de la ferme « Arc-en-Ciel »

**2. Les événements grand-public**

En 2015, nous avons participé ou co-organisé 4 événements grand public et 2 formations :

a. Foire de Libramont : stand de promotion et sensibilisation (+/-80 personnes)

b. « Saint-Josse pour tous » : stand de promotion et sensibilisation (+/-50 personnes)

c. Projection-débat sur l’alimentation (+/-20 personnes)

d. Co-organisation du festival Alimen-terre : sensibilisation (+/-50 personnes)

e. Deux formations (septembre-novembre) autour de la souveraineté alimentaire et le SPG pour les participants au cycle de la CTB (+/-30 personnes)

**3. Les formations en éducation au développement**

En 2015, nous avons formé 3 groupes d’apprenants de l’Ecole Paysanne Indépendante (EPI) autour du SPG lors de la venue de Nancy Coparicona :

* Groupe de Thomas Lauwers (Chevron)
* Groupe de Bernard Moreau (Mièrchamps)
* Groupe de Serge Peereboom (Wellin)
* 40 personnes au total

**4. Intervention d’invités Sud en Belgique**

Nancy Coparicona de l’association bolivienne AOPEB nous a rendu visite en octobre 2015. Pendant son séjour, elle est intervenue plusieurs fois :

- Avec les apprenants alpha : Nancy nous a accompagnés visiter le potager au-dessus du toit de la KBR.

Durant deux heures, elle nous a exposé le travail de l’AOPEB en Bolivie ainsi que les questions de genre auxquelles l’association est confrontée.

- Lors de deux conférences avec le MAP

**5. Les actions en faveur des pays du Sud**

En 2015, quelques pistes d’actions individuelles et/ou collectives ont été identifiées avec les apprenants de l’EPI et des groupes alpha :

**Pour les apprenants de l’EPI** :

Travail et échanges solidaires auprès de nos partenaires Sud (mise en place du SPG) ; participation à et/ou organisation d’événements de sensibilisation à l’agroécologie et à l’agriculture paysanne au Sud (par exemple la Petite Foire de Libramont) ;

**Pour les apprenants des groupes alpha :**

Au niveau individuel : changements au niveau des habitudes de consommation : achats de produits biologiques (équitables, de saison, circuits courts), faire partie d’un collectif d’achat solidaire, « boycott » des supermarchés et des produits de certaines grandes multinationales, réduction de la consommation de viande…etc.

Au niveau collectif : envoi de slogans « Mmmh Beurk », participation au plaidoyer lancé par Entraide & Fraternité ; projet d’un « potager de quartier ».

* Accompagnement d’actions des groupes au profit du développement durable du Sud :

**Avec les groupes du MAP/EPI :** développement du projet « SPG », système de certification participative des produits naturels.

**Avec les groupes alpha :** Au long du programme,plusieurs actions individuelles ont été entreprises par certains apprenants: modifications des habitudes d’achats alimentaires et implication dans la vie associative, création d’une association de co-développement, récoltes de vivres.

**6. Atelier de capitalisation**

L’atelier de capitalisation sera planifié fin de l’année 2016.

**7. L’évaluation du volet nord**

Voici l’analyse auto-réflexive des principales recommandations émises par le consultant Jacques Bastin pour le volet nord afin d’assurer la cohérence du programme 2015-2016 :

* *Ne pas poursuivre la stratégie « grand public »* : nous travaillons uniquement avec des petits groupes d’apprenants et cela permet un échange réel et une dynamique bien plus importante dans la sensibilisation et mobilisation des apprenants.
* *Poursuivre et intensifier le partenariat avec les associations d’alphabétisation et leurs formatrices et la collaboration dans les formations auprès des apprenants alpha* : le réseau se crée de façon durable et proche.
* *Maintenir les thématiques des modèles de production et de consommation alimentaires, de la souveraineté alimentaire, de l’agriculture paysanne et de l’agroécologie ; Continuer le choix des sous-thématiques traitées avec la participation des groupes cibles*. Cet objectif semble avoir été atteint.
* *Poursuivre, et élargir à d’autres organisations paysannes, le partenariat avec le MAP et les formateurs de l’EPI*. Ceci est l’objectif principal de l’année 2016.
* *Revoir la méthode de programmation en ciblant les trois groupes cibles que sont les formatrices alpha, les apprenants alpha et les dirigeants/formateurs du MAP et de l’EPI, en planifiant l’intervention à partir de ces groupes cibles, de l’effet recherché sur chacun d’eux, avec des stratégies ciblées et adaptées à chacun d’entre eux.* Beaucoup d’échanges ont été prévus entre les partenaires et apprenants, cela crée une réelle dynamique et est très positif pour les deux parties !
* *Adopter une méthode d’identification et de programmation proche de la cartographie des incidences, davantage adaptée à une approche de renforcement des capacités d’acteurs de changement*. Les méthodes se veulent concrètes et porteuses d’un réel changement.

**Communication :**

**1. Par rapport à la diffusion/communication**

- Sur le plan quantitatif :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Canaux utilisés** | **2015** | |
|  | **unités** | **diffusions** |
| Bulletin | 2 | 7.577 envois |
| Site | 2.67 mises à jour/mois | 7.202 visiteurs |
| Dossiers thématiques –hors newsletters | 4 | 756 diffusions |
| Newsletters (avec dossiers thématiques) | 2 | 1.328 diffusions |

- Articles (bulletins, dossiers thématiques, newsletters) :

L’évaluation menée en 2014 a permis de constater que le public appréciait généralement les articles proposés (qualifiés d’« intéressants » ou « instructifs »), voire perçus comme véhiculant des informations différentes de celles qui apparaissent dans la presse écrite. Nous travaillons constamment à préserver cette qualité pour l’ensemble de nos outils. En 2015, nous avons poursuivi cette ligne de travail.

En termes de contenu, le développement durable du Sud a été au cœur de nos productions. Nous l’avons abordé par le biais de diverses thématiques. Citons par exemple :

* La thématique environnementale qui est diffusée dans le circuit de coopérateurs de paniers, notamment dans la coopérative Agrico’vert » : ex : dans le dossier thématique « Non aux pesticides ! » (mars 2015)
* La thématique sociopolitique : ex : dans le dossier thématique « Vivir bien ou Buen vivir, le retour vers une harmonie systémique  » (décembre 2015)
* La thématique participation citoyenne : ex : notre dossier thématique « Composter pour perpétuer le cycle de la nature » (septembre 2015)
* La thématique Nord/Sud : « Alimentation durable, alimentation pour tous » (juin 2015)

**2. Par rapport au site Internet**

La situation reste stable par rapport aux années précédentes. Régulièrement, la page d’accueil est renouvelée par les informations courantes, que ce soit dans le Nord ou dans le Sud.

- Sur le plan quantitatif

|  |  |
| --- | --- |
|  | **2015** |
| Nombre de visiteurs | 7202 |
| Moyenne mensuelle de mises à jour | 23 actualités + 4 dossiers thématiques |
| Augmentation adresses fichier info mise en ligne du dossier thématique | 3 newsletters, total abonnés : 1000. Augmentation du nombre de « liens cliqués » à chaque newsletter |

**3. Kits pédagogiques**

Un kit pédagogique a été mis à jour cette année, il s’agit du jeu suivant :

* Le « Jeu de la Coccinelle » portant sur la thématique des pesticides, conçu pour un public adolescents/adultes et accompagné du livret « La guerre silencieuse des pesticides continue »

# Résumé de principales activités de récolte de fonds

|  |  |
| --- | --- |
| **Activités réalisées** | **Résultats obtenus** |
| Une consultante externe a fait une étude des hypothèses de continuité de l’association | Pistes : garder 2 ½ postes de travail; louer ou vendre le bureau. En 3 ans on retrouverait un équilibre financier. |
| Bureau en location février 2015 | Jusqu’à la fin de l’année 2015, on n’a pas pu le louer. |
| Réalisation de quatre mailings ordinaires, trois spéciaux et un mailing d’attestation fiscale | Bonne récolte de dons (128 950 euros récoltés uniquement grâce aux dons) |
| Avec le soutien des membres de l’AG et du CA, des bénévoles, de FDH Luxembourg et des proches de FDH, participation active à la campagne 111111. | 41 points obtenus, ce qui nous permet de présenter un projet. Toutefois, cela ne nous permettra pas d’obtenir plus de 4000 euros. |
| Offre de service : examinatrice et exposées à la Coopération technique belge | Cela représente 2465 euros supplémentaires pour FDH |
| Dossiers présentés au cofinancement : WBI, Communes d’Ottignies, Koeckelberg, Fonds Venture, CNCD, Loterie nationale | Obtenus : WBI, communes, CNCD, Loterie nationale |
| Prêt sans intérêt auprès de FDH France et Luxembourg | Obtenus |
| Activer la procédure pour obtenir les deux legs en cours | Conventions signées, mais pas encore obtenu les fonds |

1. La directive de la DGD impose à toutes les ONG qui veulent et qui peuvent présenter un programme, de terminer leur programme à la fin de l’année 2016. De ce fait, toutes les ONG autorisées à présenter un programme démarreront au même moment (2017) sous les conditions de la nouvelle réforme.

   [↑](#footnote-ref-1)
2. Concept du Vivir-Bien : nous avons expliqué ce concept lors du rapport AG de 2014. En résumé, *Vivir Bien* n’est pas toujours vouloir *mieux vivre*. On ne cherche pas le profit à tout prix, on ne cherche pas toujours à être mieux que les autres, avoir plus que les autres ; on cherche surtout à *Vivir Bien*. [↑](#footnote-ref-2)